

REPUBLIQUE DE GUINEE

Mme Jacqueline SULTAN, Ministre de l' Agriculture

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice - Solidarité



**COMMUNICATION DE MME JACQUELINE SULTAN
MINISTRE DE L'AGRICULTURE**

**II ème CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA NUTRITION
ROME, 19-21 NOVEMBRE 2014**

Nov . 2014

**Monsieur le Président de la Conférence,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Madame la Directrice Générale de l’OMS,
Monsieur le Directeur Général de la FAO,
Mesdames, Messieurs,**

La délégation guinéenne que j’ai l’honneur de conduire avec mon collègue Ministre de la Santé et de l’Hygiène Publique se félicite de sa participation à cette importante conférence internationale, deuxième du genre, consacrée à la nutrition.

Ma délégation salue la participation d’éminentes personnalités dont la présence met en évidence l’intérêt manifeste qui s’attache aux questions de nutrition, d’alimentation et de sécurité alimentaire dans le monde.

La problématique de la nutrition est étroitement liée à l’agriculture pour la satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels des populations et dont la qualité requise doit permettre l’épanouissement du capital humain et conséquemment, la croissance économique.

Malgré une certaine amélioration des disponibilités alimentaires, de nombreux défis restent encore à relever sur le plan nutritionnel en Afrique.

En Guinée, en dépit de la prévalence de la carence nutritionnelle qui est de l’ordre de 31% chez les enfants et les adolescents, des efforts persistants sont déployés dans la lutte contre la faim et la malnutrition. L’objectif visé à court terme est d’obtenir 20% en 2017.

Sur le plan de la production alimentaire, le Gouvernement a entrepris un important programme d’accompagnement des agriculteurs, à l’effet

d'améliorer la productivité agricole en céréales, particulièrement dans la filière riz. Une stratégie de diversification alimentaire est également prise en compte pour les productions fruitières et maraichères, comme on le sait, riches en éléments nutritifs pour un équilibre alimentaire.

Grâce à l'action gouvernementale, l'insécurité alimentaire chronique qui sévissait en période de soudure n'est plus d'actualité. L'offre alimentaire s'est accrue sensiblement en toute saison. Conséquemment, les prix sur les marchés sont restés abordables par les ménages malgré les faibles fluctuations.

Dans le système de santé, la Politique Nationale d'Alimentation et de Nutrition assure le droit à une alimentation et à une nutrition adéquate à la population guinéenne. Cette politique est assortie d'un plan multisectoriel quinquennal garantissant une alimentation nutritionnelle convenable pour tous. Elle s'appuie également sur l'accès à l'eau potable, l'assainissement environnemental, la performance des services de santé, le renforcement du savoir-faire en matière de soins, pour permettre aux individus et aux ménages de produire efficacement.

Dans le contexte actuel, la prise en charge nutritionnelle et des soins des malades d'Ebola est une préoccupation majeure pour le Gouvernement. C'est l'occasion de saluer la solidarité de la Communauté internationale pour son appui à la riposte contre cette épidémie.

Pour le secteur agricole, les répercussions de cette maladie ont influencé sur l'accroissement de la production agricole nationale avec un certain dysfonctionnement du circuit de commercialisation des produits. Cependant, il est estimé que le déficit de production par endroit pourrait être compensé par les excédents d'autres bassins de production.

Un plan de riposte post- Ebola est en préparation pour rétablir la stabilité de la production des régions touchées en améliorant l'accès aux technologies de production, de stockage et de conservation. Il faut saluer ici, les efforts entrepris par la FAO et la Banque mondiale dans ce sens.

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du renforcement de la nutrition en Guinée, une attention particulière est portée sur l'amélioration des technologies, des méthodes de stockage et de conservation pour minimiser les pertes post-récolte.

C'est pourquoi, le Gouvernement encourage l'intervention des secteurs publics et privés dans l'agriculture. Les investissements dans l'agro-industrie sont orientés sur la production diversifiée nutritionnellement adéquate, de même que sur la fortification des produits alimentaires autant que se peut, afin d'améliorer les capacités concurrentielles des produits et la durabilité des revenus.

Egalement, des facilités sont accordées à travers des subventions et des microcrédits aux organisations féminines et aux petits exploitants agricoles pour réaliser des cultures maraichères et l'élevage de petits ruminants, dans le but de contribuer efficacement à la sécurité alimentaire des ménages et à la diversification de leurs régimes alimentaires. En fait, il est évident que les femmes jouent un rôle de premier ordre dans la nutrition.

Il est question aussi d'encourager les programmes d'alimentation scolaire en produits locaux en incitant les agriculteurs à produire davantage des denrées nutritives.

Mesdames, Messieurs,

Plus qu'un problème de santé, la nutrition est un problème de développement.

Il s'avère opportun aujourd'hui, d'adopter une démarche globale et multisectorielle du développement agricole afin de mieux traiter la nature multidimensionnelle de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la surnutrition tels que l'obésité et le surpoids.

Sur ces aspects, des institutions nationales consacrées exclusivement à l'alimentation et à la nutrition doivent être créées ou renforcées et bénéficier d'allocations budgétaires régulières appropriées pour mener des activités et mesures de mitigation de la malnutrition et de la sous-alimentation.

Ces institutions auront à participer à l'animation des cadres de concertation, d'orientation, de coordination et d'analyse des situations alimentaires et nutritionnelles des populations.

Dans la logique de cette approche, la Guinée a adhéré en 2013 au Mouvement SUN et à l'Initiative REACH pour marquer sa volonté de combattre dans une synergie commune, la faim et la malnutrition.

Il est autant indispensable que le système des Nations Unies renforce son rôle de facilitateur et de conseil pour établir un mécanisme de coordination multisectoriel et multipartite et aussi, appuyer la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales d'alimentation et de nutrition.

Enfin, je voudrais terminer mon intervention, en fondant l'espoir que le Communiqué final de Rome contribuera significativement à sensibiliser la Communauté internationale sur l'intégration systématique des considérations d'ordre nutritionnel dans les programmes de développement durable

Je vous remercie